

Série: les institutions de la place financière (9)

## Reconnaissance établie

L'ALCO a grandement contribué à l'officialisation de la fonction de compliance officer au Luxembourg.

### AGENDA

Dans quelques semaines, l'ALCO disposera enfin d'un site Internet. Les derniers tests sont en cours et devraient ainsi aboutir à élargir la visibilité de l'association via le web.

C'EST À LA FIN DE L'AN-née 2000 que l'Association luxembourgeoise des *compliance officers* du Secteur Financier (ALCO) a vu le jour, après plus d'une année de gestation de la part d'un groupe d'experts actifs dans des établissements financiers luxembourgeois. L'ABBL, l'ALFI ou encore la CSSF ont, tous, encouragé cette initiative, "couronnée", en quelque sorte, par la publication, au mois d'octobre, de la circulaire CSSF 04/155, qui détermine avec précision le cadre de la fonction *Compliance* au sein des établissements financiers.

"D'une façon générale, l'ALCO a contribué à mieux cerner la fonction de *compliance* et a aussi œuvré en faveur de l'officialisation de cette fonction au Luxem-

bourg", ne peut que se réjouir Jean-Marie Legendre, président de l'ALCO, qui rappelle que l'association s'est également fortement impliquée dans les réflexions qui ont accompagné la lutte contre le blanchiment. "Nous avons noué des relations avec les autres associations professionnelles du secteur financier à Luxembourg, afin d'y faire reconnaître le rôle grandissant de la *compliance*".

A l'origine, l'association s'était donnée pour objet d'élaborer progressivement une doctrine de Place portant sur les principaux thèmes d'ordre déontologique qui touchent les professionnels de la finance luxembourgeoise, mais aussi contribuer aux travaux des autorités et Associations professionnelles pour tout ce qui touche les thèmes à résonance déontologique. Objectif rempli, donc... mais qui ne signifie évidemment pas que le chemin doive s'arrêter là!

Avec la multiplication des grands scandales financiers et troubles "affaires", les entreprises n'ont pas d'autres choix que de formaliser, de la manière la plus efficace qui soit, le contrôle du respect de la législation. Mais elles ont aussi le souci de mettre en place des mesures permettant de placer un établissement à l'abri de préjudices pouvant résulter de la mauvaise application de la législation. Voilà comment se détermine le champ de responsabilités du *compliance officer*, qui sera aussi chargé de la communication avec les autorités de



Photo: David Laurent (Blitz)

**Jean-Marie Legendre (ALCO):**  
"l'ALCO a contribué à mieux cerner la fonction de *compliance*".

### 209 MEMBRES

#### ALCO mode d'emploi

Constituée le 20 décembre 2000, l'Association luxembourgeoise des *compliance officers* du Secteur Financier (ALCO) comptait, au 15 septembre dernier, pas moins de 209 membres: 181 en provenance du secteur des banques et des fonds d'investissement et 28 issus du secteur des assurances. Quelques représentants d'autres professions ayant marqué un intérêt pour la fonction de *compliance* ont également rejoint l'association: avocats, réviseurs d'entreprise, ... Le conseil d'administration, fort de neuf membres, est présidé par Jean-Marie Legendre (CAIL). Il y est épaulé par qskf oih (sdpfsdpj), Patrick Watelet (Citi Group, Trésorier) et Ron Sonnenschein (F. Van Lanschot, Trésorier). Le conseil d'administration devrait être renouvelé à l'occasion de la prochaine assemblée générale prévue au printemps 2005.

L'ALCO fonctionne avec de nombreux groupes de travail et de réflexion, qui établissent, au fil du temps, des rapports complets sur des thèmes aussi variés que les circulaires CSSF, la charte de *compliance*, la lutte contre le blanchiment ou le statut du *compliance officer* dans le secteur des assurances....

surveillance et ne pourra plus faire partie d'un service d'audit interne.

Du reste, selon les termes de la circulaire de la CSSF, le principe de *compliance* n'est pas du ressort exclusif du seul *compliance officer*. "Le respect des normes concerne également le conseil d'administration, la direction, ainsi que les membres du personnel et est dès lors à considérer comme élément important de la culture de *Compliance* d'un établissement. Il s'ensuit qu'une telle

culture doit être promue à l'intérieur de l'établissement", précise le texte.

Du côté de l'ALCO, on est évidemment plus que satisfait de la publication de ce texte. "Il s'agit d'une circulaire qui est équilibrée, car la CSSF a réellement tenu compte de la nécessité de la mise en oeuvre de cette fonction, tout en faisant en sorte de ne pas trop alourdir la charge de travail de ceux qui ont cette fonction en charge", note M. Legendre. ■

Jean-Michel Gaudron

partenaire IT des sociétés au Luxembourg

REAL Solutions sa ☐ 33 rue d'Eich L-1461 Luxembourg ☐ Tél: 43 65 22-1 ☐ Fax: 42 26 38 ☐ E-Mail: info@real.lu ☐ www.real.lu

REAL  
Solutions